

Xabier Itçaina

CNRS-CERVL, Pouvoir, action publique, territoire
Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux
Domaine universitaire
11, allée Ausone
33607 Pessac cedex
France
Tél. : (33) 05 56 84 42 81
Fax : (33) 05 56 84 43 29
x.itcaina@sciencespobordeaux.fr

L'intégration du référentiel alter-mondialiste dans un référentiel militant . L'exemple du syndicat paysan basque ELB**Résumé**

Issu d'une triple matrice catholique, identitaire et contestataire, le syndicat paysan basque ELB, branche basque de la Confédération Paysanne, témoigne d'une lecture originale du lien local-global. Les conditions de la genèse d'ELB, les itinéraires des ses militants et ses caractéristiques structurelles en font un réceptacle particulièrement favorable à l'intégration de la dimension alter mondialiste. Le métier d'agriculteur lui-même induit à la fois un fort lien au territoire, et une prise de conscience précoce de l'interdépendance entre acteurs locaux et transnationaux. D'un point de vue normatif, le positionnement d'ELB au croisement entre quatre projets de société (communautaire, mercantile, organisationnel, associatif) a poussé très tôt le syndicat à « mondialiser » son argumentaire. D'un point de vue organisationnel, l'insertion d'ELB dans des réseaux concernés au premier chef par cette dimension témoigne d'une mise en pratique efficiente de cette doctrine. En termes de répertoire d'action, deux grandes stratégies ont été privilégiées par ELB : le rapport aux arènes et forums liés à l'institutionnalisation de l'agriculture et du territoire basque d'une part, le recours, essentiellement par défaut, à des répertoires d'action alternatifs d'autre part. La convergence avec les mouvements alter mondialistes se retrouve surtout sur le deuxième registre, dans une sorte de fusion négative généraliste regroupant des organisations aux intérêts et aux identités parfois hétérogènes.

Les¹ 18 et 19 octobre 2003, José Bové est en Pays Basque français. Fortement sollicité par les médias et par les organisations sociales, le membre le plus médiatisé de la Confédération Paysanne choisit d'orienter ses interventions publiques autour de deux volets. Bien sûr, l'essentiel de la visite sera consacrée aux problèmes agricoles, avec un échange avec la section basque de la Confédération Paysanne, le syndicat ELB (*Euskal Herriko laborarien batasuna*, Union des paysans du Pays Basque). J. Bové participe ainsi à une table-ronde à Aïcirits le 18 octobre, puis à la fête du syndicat dans la haute vallée des Aldudes le lendemain. La visite, cependant, déborde largement le seul enjeu agricole, puisque J. Bové rencontre également le *Journal du Pays Basque*, un quotidien proche de la mouvance nationalitaire, un mouvement de désobéissance civile demandant l'officialisation de la langue basque (Démos) ainsi que la plateforme *Batera* (Ensemble), qui avait manifesté le 11 octobre à Bayonne en agrégeant quatre revendications : une Chambre d'agriculture Pays Basque, un département Pays Basque, une université de plein exercice et l'officialisation de la langue basque. L'agenda basque du leader syndical témoigne ainsi d'une vision de l'alter mondialisation totalement imbriquée dans les enjeux locaux. Le mélange prend ici une

¹ Je remercie Michel Berhocoirigoin, Maryse Cachenaout ainsi que l'équipe du magazine Laborari pour leur précieuse collaboration. Les analyses qui sont exprimées ici, cependant, n'engagent que l'auteur de cet article.

dimension identitaire spécifique qui aurait pu venir compliquer singulièrement le discours altermondialiste sur l'articulation du global et du local. Une organisation basque porte en elle la marque de cette complexité. Fondé en 1982-83 par des dissidents de la FDSEA, ELB, pour la première fois de son histoire, est devenu majoritaire en Pays basque lors des élections à la Chambre d'agriculture en 2001. Comment, dans cette situation, parvient-il à articuler les dimensions sectorielle (la défense de l'agriculture paysanne), identitaire (un syndicat basque) et globalisante (la défense des paysans du monde) ? ELB fournit l'illustration d'une articulation originale entre ces trois dimensions, observables au travers de la mémoire collective du syndicat, de son rapport à la mondialisation et de ses répertoires d'action.

L'entrée par le syndicat ELB permet du même coup de contribuer à un double renouvellement des approches sur les mobilisations identitaires basques. Il s'agit d'une part d'un renouvellement thématique : principalement centrées sur les organisations politiques explicitement labellisées comme nationalistes, les travaux politologiques sur la question basque ont généralement négligé les autres espaces sociaux où a pu s'exprimer cette revendication identitaire, sous des formes moins visibles mais toutes aussi effectives. La mise en place d'une *économie identitaire*, au confluent des références croisées à l'identité territoriale et aux valeurs de l'économie sociale et solidaire témoigne, qu'il s'agisse du syndicalisme agricole mais également du mouvement coopératif dans l'industrie et les services, témoigne de ce genre de mobilisations. D'autre part, « entrer » dans la question basque par l'étude d'un syndicat paysan est un moyen de dépasser trois grandes approches qui avaient prévalu dans les considérations sur le phénomène identitaire basque, approches qui correspondent *grosso modo* aux débats entre divers courants des travaux sur l'ethnicité (Poutignat, Streiff-Fenart, 1995). Aux approches primordialistes (l'identité comme série de marqueurs hérités), instrumentales (l'identité comme réaction face à des rapports de domination noués ailleurs), rationalisantes (l'identité comme choix rationnel, au terme d'un calcul coûts/avantages), nous préférons avoir une approche à la fois interactionniste et constructiviste d'une affiliation identitaire en construction permanente. Les définitions identitaires sont portées, formalisées, traduites par des organisations elles-mêmes situées dans des univers de sens et des conjonctions d'intérêts spécifiques. La définition de l'identité elle-même se modifie en fonction du contexte d'énonciation du nous collectif. Le volet « basque » d'ELB pourra céder la place à des demandes professionnelles purement sectorielles à certains moments, s'intégrer dans des mobilisations beaucoup plus large sur l'altermondialisation à d'autres. Cette fluidité des définitions de soi et du groupe, désormais classiquement considérées dans les études sur l'identité, fonde le mélange efficace -les résultats des élections consulaires en témoignent - de flexibilité organisationnelle et d'intransigeantisme idéologique qui sous-tend l'action d'ELB. Dans un tel contexte, la dimension altermondialiste, si elle a effectivement été intégrée dans le référentiel militant d'ELB, est plus ou moins présente dans les répertoires d'action et leurs justifications, en fonction des contextes d'interaction qui poussent la structure à valoriser alternativement et parfois simultanément les intérêts sectoriels des agriculteurs, les enjeux identitaires basques, et une référence générique à la globalisation.

1. Les structures de socialisation : catholicisme, identité basque, contestation paysanne.

La genèse du syndicat ELB témoigne d'une confluence originale entre trois modèles : une socialisation catholique, la contestation d'un modèle professionnel corporatiste, et l'affirmation identitaire basque. Les différents systèmes de valeurs, et en particulier l'universalisme catholique, qui s'expriment durant la phase d'émergence du syndicat (de la fin des années 1960 à 1982) contribuent à un ensemble de *prédispositions* favorisant à terme une articulation originale entre le global et le local.

1.1. Genèse : une triple contestation

A l'image de la genèse des multiples structures réunies à partir de 1987 dans la Confédération Paysanne, l'histoire d'ELB est d'abord celle d'une contestation de la filière syndicale dominante. Au Pays Basque comme en Bretagne ou ailleurs, la socialisation des

élites agricoles s'effectue suivant une trajectoire Action catholique (MRJC-JAC), CDJA, FDSEA. Monopolistique entre les années d'immédiate après-guerre et le début des années 1980, ce modèle est naturalisé dans un univers institutionnel balisé par une banque (le Crédit agricole), une caisse de sécurité sociale (MSA), une institution professionnelle (la Chambre d'agriculture départementale), un syndicat et son journal, le *Sillon*. « *Il y avait beaucoup de gens qui ne pensaient même pas être syndiqués* » témoigne une militante d'ELB dont le père était chargé de recueillir les cotisations FDSEA et les abonnements au *Sillon*. D'abord fondée sur les structures traditionnelles, la filière JAC-CDJA-FDSEA s'inscrit rapidement, dès les années 1950 comme porteuse d'un discours de modernisation, favorisé en cela par le tournant productiviste de la politique agricole française et européenne amorcé à compter de 1960 (Morlet, 1987). Ce discours de la modernisation à tout crin, servant de support à la cogestion néo-corporatiste de la politique agricole, va être à son tour contesté dès le milieu des années 1970 par l'émergence de tendances proches des paysans-travailleurs. Dans le même temps, l'Action catholique sera ici aussi le ferment d'une contestation contre les inerties de l'institution religieuse. Les deux protestations se rejoignent dans les débats au sein de la JAC (Mayté, 1992)², à l'image de ce qui a pu être observé sur d'autres terroirs catholiques, notamment en Vendée (Suaud, 1982). Avec cette importance du catholicisme dans la socialisation militante, le Pays Basque se rapproche plus du grand Ouest que, par exemple, des formes de la militance dans le Midi viticole.

A la double crise professionnelle et religieuse se greffe ici une crise identitaire. Le nationalisme basque, en effet, connaît une évolution importante à partir du début des années 1960. En Pays Basque espagnol, la création d'ETA en 1959 a ses effets sur les idéologues côté français. Créé en 1960, le mouvement Embata, puis Enbata s'éloignera progressivement du régionalisme démocrate-chrétien qui l'avait précédé dans les années 1930 pour s'orienter progressivement vers un nationalisme délibérément ancré à gauche. A compter de 1970-72, la doctrine économique du mouvement nationaliste basque français prendra volontiers des accents à la fois tiers-mondistes et autogestionnaires. Dans le monde industriel et artisanal, l'émergence du mouvement coopératif en Pays Basque français, à compter du milieu des années 1970 et surtout dans les années 1980, directement inspiré du modèle paradigmatique de Mondragón en Pays Basque espagnol témoigne d'une mise à l'épreuve concrète de ces principes. L'« économie identitaire » qui émerge autour du mouvement coopératif fait ainsi la double expérience de l'innovation entrepreneuriale et celle de la confrontation des idéologies aux réalités. Le devenir contrasté du mouvement coopératif côté français par rapport à son homologue basque espagnol témoigne de ces écarts (Itçaina, 2002, 2003).

L'évolution des doctrines économiques a son pendant dans le milieu agricole. Face à l'idéologie du tout productivisme, bientôt remise en question par l'apparition des excédents agricoles à l'échelle européenne, émerge une contestation mettant en parallèle les figures du paysan et celle du travailleur, favorisant les petites exploitations, le maintien du nombre de paysans, et se rapprochant des idéologies de gauche. Les échanges entre certains jeunes du MRJC-JAC-JACF basque (*Euskaldun Gazteria*, jeunesse basque) et des mouvements de paysans travailleurs dans d'autres régions conduisent progressivement à une distanciation vis-à-vis du syndicat majoritaire, jusqu'à la création d'ELB en 1982 (Sistiague, 1996, 1999). Le syndicat basque, au niveau national, est alors relié à la tendance CNSPT (Paysans travailleurs), qui fusionnera avec d'autres mouvements dissidents au sein de la Confédération Paysanne en 1987 (Bruneau, 2001, Lagrave, 1990).

1.2. Itinéraires militants

Les itinéraires militants témoignent peut-être le plus clairement à la fois des matrices de socialisation au syndicalisme et de leur évolution. L'exemple des deux élus ELB à la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques en 2001, fournit une illustration de deux itinéraires, renvoyant à deux générations différentes.

² Pour une comparaison entre les débats au sein de l'Action catholique en Pays Basque français et espagnol, voir (Iztueta, 1987).

* B. est exploitant dans un village du canton de Saint-Jean-Pied-de Port. Il « *fait ses classes* » au sein d'*Eskualdun Gazteria* (JAC-MRJC-JACF). Il entre à 18 ans, vers 1970 au sein du mouvement d'Action catholique, pour n'en sortir complètement qu'en 1979, à l'occasion du cinquantenaire de la JAC. Le temps de l'Action catholique est celui du travail sur des dossiers choisis à l'échelle nationale et sur des thèmes locaux (comme l'agriculture de montagne). Les militants JAC font des enquêtes auprès de toutes les structures intervenant dans le monde agricole, travaillent déjà sur la chaîne producteur-consommateur. Entre-temps, B. met déjà un pied dans le syndicalisme, *via* le CDJA cantonale. Cette inclusion dans le modèle institutionnel dominant s'accompagne cependant d'une première diffusion au sein de la JAC des idées de mai 1968, qui auront leur impact sur l'agriculture avec quelques années de décalage :

« Ce que l'on disait jusque là dans le MRJC, c'était que pour changer le monde, il fallait changer l'homme, améliorer l'homme, et ensuite, est entrée petit à petit l'idée selon laquelle nous étions dans un système économique, qui avait sa logique, et qu'on ne pouvait donc pas changer le monde sans changer ce système économique. Nous avons intériorisé le fait de décortiquer ce système. »³

La double affiliation JAC-syndicat permet une analyse critique. D'autant que la génération ayant immédiatement précédé B. au sein d'*Eskualdun Gazteria* avait déjà établi des relations avec d'autres régions françaises partageant une vision critique de la politique agricole. Pour la génération de B., les voyages annuel d'*Eskualdun Gazteria* sont un élément important de cette socialisation. En 1972, la JAC basque se rend en Bretagne, durant une grève du ramassage du lait de quinze jours, très importante dans une région en pointe au sein dans le courant des paysans travailleurs (Duclos, 1993). Les jeunes Basques se familiarisent avec une analyse de classe du système agricole : l'argument moderniste de la capacité auto-régulatrice du marché en matière de fixation des prix est battu en brèche par un discours sur le paiement du lait en fonction d'un prix de revient incluant les salaires, etc. Il s'agit surtout pour les paysans basque de la découverte des analyses structurelles : les problèmes du paysan ne sont pas uniquement imputables à ses erreurs personnelles, la régulation par le marché n'est pas réductible à une sanction (positive ou négative) des comportements individuels. L'année suivante, le « stage intensif » d'*Eskualdun Gazteria* se déroule au Larzac, au cœur d'une mobilisation qui, à partir d'une revendication paysanne locale et corporatiste au départ, s'élargit ensuite aux luttes antimilitaristes et régionalistes (Holohan, 1976).

L'Eglise locale n'est pas épargnée par cette propension critique. Ceci étant, les relations de la génération de B. avec l'Eglise sont moins conflictuelles que ceux qu'avaient expérimentée les membres d'*Eskualdun Gazteria* vers 1968-1969. La crise interne qu'avait connue à ce moment là l'Action catholique avait signifié dans le même temps une crise du modèle hiérarchique ecclésial classique, l'irruption du conflit nationalitaire au sein de l'Eglise, et une conjonction de tensions dans divers espaces institutionnels de l'Eglise : Action catholique, mais également évêché, et surtout grands séminaires de Dax et de Bayonne, avec une vague considérable de défections et de transferts d'engagements vers la militance identitaire (Mayté, 1992, Itçaina, 2001, Oronos, 1982). Pour l'équipe de B. d'*Euskaldun Gazteria*, plus recentrée sur les problèmes agricoles, les relations avec l'Eglise sont moins problématiques, même si quelques revendications - comme le choix de l'aumônier par les jeunes - restent d'actualité :

« A l'époque, on était un peu critique avec tout. Dont l'Eglise. C'est vrai que lorsque l'on était à Eskualdun Gazteria, on était dans un mouvement d'Eglise. Et nous avons régulièrement des matinées de réflexion avec Hiriart-Urruty, ancien aumônier d'Eskualdun Gazteria et qui était à l'époque, je crois, vicaire généra. Il nous aidait dans cette réflexion. Avec lui, nous n'avons jamais eu de problèmes. Au contraire. On était très satisfait des réflexions que nous menions avec lui. Et c'est vrai que quelque part dans nos têtes, nous faisons le lien entre les idées que

³ Entretien B., octobre 2003, traduit du basque.

nous voulions défendre et l'Évangile. Il y avait une cohérence pour nous. En revanche, par rapport à la hiérarchie, à l'évêque etc, je sais qu'il y avait eu quelques malentendus, mais je ne me souviens pas qu'il y ait eu de conflits. (...) Je suis passé comme ça au syndicalisme. Pour moi c'était la même logique. C'est vrai que l'on changeait de structure, nous n'étions plus dans un mouvement mais dans une structure professionnelle. »⁴

B. passe d'abord 4-5 ans dans la FDSEA au sein d'une génération de plus en plus identifiée au courant contestataire interne au syndicat. Cette génération occupe rapidement des postes de responsabilités dans plusieurs cantons. Séduits par les analyses des paysans travailleurs, le courant contestataire basque se garde cependant de transférer automatiquement ces interprétations. L'idéologie des paysans travailleurs, en effet, était issue en grande partie d'agriculteurs travaillant pour l'industrie agroalimentaire comme sous-traitants, donc dans une situation objective poussant vers le parallèle avec les ouvriers. Tout en conservant à l'esprit la spécificité basque, avec des petites exploitations de moyenne montagne et une dimension identitaire, les analyses des paysans travailleurs sont « retraduites » dans le contexte local. Assez rapidement, les analyses conduisent les contestataires à deux conclusions : a) il y a une distinction irréductible entre petits et gros paysans, entre céréaliers de la plaine et paysans de la montagne, b) le Pays Basque n'a aucune représentation dans les instances départementales de direction de l'agriculture. Dans un contexte politique marqué par la reconnaissance du pluralisme syndical avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, les contestataires sortent de la FDSEA et créent ELB en 1982-83. B. sera dès lors l'un des leaders les plus actifs du syndicat, non seulement à l'échelle basque, mais également au niveau national puisqu'il prend part à la commission lait de vache de la Confédération Paysanne pendant plusieurs années, et qu'il occupe surtout le poste de secrétaire général de la Confédération d'avril 1989 jusqu'à décembre 1992. Ces allers-retours permanents entre les niveaux locaux, nationaux et internationaux lui donnent une perspective très informée des enjeux agricoles, qui ne sera pas sans effet sur le discours d'ELB autour de l'articulation du global et du local.

* M., née en 1971, est aujourd'hui installée dans l'exploitation familiale, au sein d'un GAEC, dans un village du canton d'Espelette, en Labourd intérieur. Son entrée dans le syndicalisme se fait d'une façon légèrement différente. Au début des années 1990, M. décide, avec quelques autres jeunes paysans en cours d'installation, de fonder une association, **Gazten aldi** (litt. au tour des jeunes). L'initiative émerge d'un groupe d'**Eskualdun Gazteria** (JAC-MRJC) désireux de s'impliquer dans une démarche militante sans pour autant intégrer d'emblée une structure syndicale. La position professionnelle de ces futurs paysans les pousse également à centrer leur action sur une revendication sectorielle : les conditions d'installation des jeunes agriculteurs. Le principal cheval de bataille de **Gazten aldi**, par exemple, devient rapidement le stage de six mois à plus de 50 km du domicile, préalable obligatoire à l'installation. Sans contester la portée positive en soi d'une telle expérience, **Gazten aldi** plaide alors pour la suppression de son caractère obligatoire, arguant de la contrainte constituée par ce stage pour les nombreux paysans pris dans des situations professionnelles, familiales et personnelles délicates. Les réunions de **Gazten aldi** se tiennent dans les locaux d'**Eskualdun Gazteria**, dans une maison mise à disposition par les paroisses du secteur. M. et la plupart des jeunes de **Gazten aldi** complètent cette socialisation par une « école paysanne », une initiative de la Confédération Paysanne relayée localement par ELB. Ils y sont formés à la connaissance du monde agricole et de ses institutions, PAC, OMC, etc., à l'histoire du syndicalisme, mais également à des cours d'expression en public, de stratégie d'action et de négociation. Peu à peu, les membres les plus âgés de **Gazten aldi** s'installent et rejoignent ELB, jusqu'à constituer une sorte de branche « jeune » informelle. M. s'installe et rejoint à son tour ELB, jusqu'à devenir l'une des deux élus à la Chambre d'agriculture en 2001. **Gazten aldi** semble servir de transition entre une Action catholique généraliste et une adhésion syndicale perçue comme trop précoce :

⁴ Entretien B., octobre 2003.

« Cela nous avait permis d'être l'interlocuteur des syndicats en général. Tout en partageant les idées de l'un des syndicats, mais de pouvoir être autonome dans notre façon de faire. Il y avait une inquiétude chez certains d'entre nous d'être ramassés trop tôt... Quand on ne connaît pas le milieu syndical, à vingt ans comment peut-on être déjà plongés comme ça dans la mare sans avoir rien compris, sans rien savoir, sans rien connaître de l'histoire du syndicalisme. On ne peut pas. Ce n'est pas possible qu'à 18-20 ans on puisse faire un choix comme ça, d'emblée, sans avoir pu discuter entre nous de quelles sont les attentes des jeunes. En plus on avait des préoccupations vraiment liées à l'installation. C'est l'une des préoccupations d'ELB aussi, mais c'est un dossier agricole parmi d'autres pour ELB. Quand on est jeune, c'est le dossier qui intéresse, pas un autre. Quelles aides demander, quel projet agricole on veut pour notre installation, etc. »⁵

M. complète son action syndicale par des pratiques professionnelles tendant à extraire le paysan de son enclavement. La participation à l'AFOG, une structure de formation en comptabilité-gestion, témoigne d'un tel souci. Au sein de cette structure, des groupes de paysans se retrouvent par secteur pour envisager de façon collective les questions comptables des exploitations. L'AFOG peut également être consulté sur le montage d'un GAEC, par exemple, en organisant la concertation entre paysans, familles, etc. Ici aussi, ce sont les membres d'ELB qui sont à l'origine de l'AFOG, par ailleurs membre d'un réseau plus large d'initiatives valorisant la production de qualité et les approches collectives du métier (fédération Arrapitz). Localement enfin, le GAEC de M. participe à une structure inter-exploitations de production et de vente à domicile de produits fermiers (GIE Basaburu), toutes les fermes partenaires étant situées dans le même quartier.

Ces deux itinéraires ne prétendent pas à la représentativité. Ils témoignent cependant d'un rapport à la fois proche et distinct aux cadres de la socialisation militante. La référence catholique, par exemple, est prégnante dans l'itinéraire de B., autant comme structure d'encadrement qu'en tant que justification pour l'action (référence à l'Évangile). Dans le cas de M., soit près de vingt ans plus tard, la présence catholique est toujours là (*Eskualdun Gazteria*) mais davantage en tant que structure d'encadrement formelle que comme régime de justification. La référence catholique est *très progressivement* enfouie pour céder la place à l'argumentaire professionnel. Au terme de cette sécularisation douce, l'évolution vers les postures alter-mondialistes, cependant, continue de replacer la revendication paysanne dans un cadre plus global. En ce sens, peut-être peut-on y voir l'amorce du remplacement d'une matrice universaliste traditionnelle à fondement religieux par une nouvelle référence plus éclatée, moins institutionnalisée mais toute aussi mobilisatrice.

1.3. Structures et déclinaisons territoriales

Les itinéraires individuels s'incarnent ensuite dans les structures organisationnelles. ELB est un syndicat dont la base d'adhésion est relativement importante (566 membres). La répartition géographique des adhérents informe sur les bases sociales du syndicat :

Tableau 1 : répartition géographique des adhérents d'ELB

Territoire	adhérents ELB
Côte basque	33
Labastide	38
Hasparren	46
Iholdy	74
Baigorry	84
Garazi-Cize	100
Ostabarret	52
Mixe	57
Mauléon	54

⁵ Entretien M., octobre 2003.

Tardets	23
Autres	5
Total	566

(Source : secrétariat général ELB, 2003)

La prédominance des cantons de montagne bas-navarrais (Garazi, Baigorry) s'explique par au moins trois facteurs. D'une part, ce résultat est logique au vu de la part des agriculteurs dans la population active de ces territoires. D'autre part, historiquement, ces cantons sont les premiers concernés par l'argumentaire d'ELB autour des petites exploitations de montagne tournées vers l'élevage ovin. Enfin, et ce sans établir de relation causale, il n'est pas étonnant que le discours identitaire d'ELB trouve un écho sur ces territoires où, dans sa position minoritaire, le nationalisme basque obtient régulièrement ses meilleurs scores. Il est cependant à noter que la prédominance de tel ou tel secteur en termes d'adhérents - qui peut être décisif en Assemblée générale - est rééquilibrée par une égalité des représentants de chaque secteur au sein du Comité d'Animation d'ELB. Le principe d'équité territoriale l'emporte ici sur la stricte représentativité arithmétique.

La cartographie des adhérents ne correspond pas forcément trait pour trait à celle des soutiens électoraux du syndicat. En 2001, et ce pour la première fois depuis sa création, ELB devient majoritaire en Pays Basque, devant la FDSEA (45%). Bien sûr, le mode de scrutin (prime majoritaire au gagnant, le restant des sièges étant distribué à la proportionnelle) réduit cette représentativité à l'échelle départementale⁶.

Tableau 2 : Résultats d'ELB en Pays Basque aux élections / chambre d'agriculture départementale :

Elections Chambre	1983	1989	1995	2001
Score ELB en Pays Basque	29%	41%	47%	51,5%

(source : Laborari, 9 octobre 2003, n°605)

Les gains électoraux du syndicat dépassent désormais ses bastions en termes d'adhérents.

Tableau 3 : Résultats ELB en Pays Basque élections chambre d'agriculture, élections du 29 janvier 2001

Cantons	Résultats ELB
Hendaye	57,78%
Ustaritz	58,64%
La Bastide Clairence	48,50%
Espelette	50,47%
Hasparren	53,63%
Baigorry	62,89%
St-Jean-Pied-de- Port	67,84%
Iholdy	51,17%
Saint-Palais	45,5%
Mauléon	48,17%
Tardets	54,05%
Moyenne Pays Basque	51,27%

(Source : Sud-Ouest Pays Basque, 2 février 2001)

⁶ Au niveau départemental, la FDSEA arrive en tête avec 52,85% des voix, suivie d'ELB avec 23,71%, de la Confédération paysanne Béarn (14,04%) et de la Coordination rurale (8,8%).

Au-delà des cantons de montagne bas-navarrais, bastions traditionnels d'ELB, le syndicat obtient des scores majoritaires sur des cantons (comme Espelette) comptant peu d'affiliés. Il progresse également sur des territoires (comme à Saint-Palais, passant de 37% en 1995 à 45,5% en 2001) jusque là largement dominés par la FNSEA. Il est clair qu'une partie importante des affiliés FDSEA ainsi que certains non affiliés ont transféré leurs voix vers ELB. Le vote secret, ici, autorise un soutien à coût moindre que l'adhésion publique, tout en donnant des signes de l'affaiblissement de la matrice syndicale et professionnelle traditionnelle.

2. Du local au global : l'intégration de la dimension alter mondialiste

Les conditions de la genèse d'ELB, les itinéraires des ses militants et sa structure en font un réceptacle particulièrement favorable à l'intégration de la dimension alter mondialiste. Le métier d'agriculteur lui-même induit à la fois un fort lien au territoire, voire au terroir, et une prise de conscience précoce de l'interdépendance entre acteurs locaux et transnationaux. D'un point de vue normatif, le positionnement d'ELB au croisement entre quatre projets de société a poussé très tôt le syndicat à « mondialiser » son argumentaire (2.1.). D'un point de vue organisationnel, l'insertion d'ELB dans des réseaux concernés au premier chef par cette dimension témoigne d'une mise en pratique efficiente de ces idées (2.2.).

2.1. Une posture médiatrice entre quatre projets de société

En nous inspirant librement des catégories établies par P.G. Forest pour analyser les modèles normatifs des politiques sociales (Forest, 1997, p. 32), nous pouvons situer le modèle normatif ELB comme étant pris entre quatre visions de la justice ou quatre projets de sociétés, qui correspondent à autant de croisement entre visions de l'autorité et de la solidarité :

- logique *communautaire* : dans le modèle de P.G. Forest, le projet centré sur la communauté renvoie à une société dans laquelle la politique prend appui sur les liens de proximité (famille, groupes primaires, village, quartiers), aussi bien pour définir les hiérarchies de pouvoir que pour assurer la protection des plus faibles. L'autorité peut être concentrée ou diffuse, l'égalité est même possible. Cette logique correspondrait ici à la matrice d'origine de la paysannerie basque, à savoir ce monde coutumier de la réciprocité asymétrique qui l'a longtemps régi, et qui le fait encore en partie. Ce monde, dont les fondements coutumiers, à la fois sociaux et juridiques, ont été très étudiés dans les Pyrénées en particulier par une anthropologie structuro-fonctionnaliste (Ott, 1992)⁷ a sa part d'explication dans la vigueur du syndicalisme agricole contemporain. L'agriculture, en Pays Basque, bien qu'accusant un net déclin, résiste mieux qu'ailleurs aux mutations du monde rural. Les structures coutumières expliquent en partie le maintien de 6000 exploitations recensées représentant environ 7000 emplois plein temps, un niveau d'installation important (49% des installations du département, 39% des exploitants), ainsi que la taille modeste des structures d'exploitations (moyenne de 26 ha)⁸. Le régime de transmission des « maisons » (*etxea*), longtemps basé sur un droit d'ainesse absolu, sans distinction de sexe, a pu, *grâce* à son caractère inégalitaire, maintenir l'indivision des domaines et éviter le morcellement. Ce monde coutumier, qui s'exprime également dans les pratiques d'entraide, partiellement reconverties dans des structures contemporaines (type CUMA) (Barthélémy de Saizieu, 1984), est l'un des fondements culturels indéniables de la dynamique persistante de l'agriculture basque (Candau, 2001)⁹.

⁷ Le foisonnement d'études sur le système coutumier basco-pyrénéen n'est pas rééquilibré par des approches sociologiques du changement de ce système, à l'image des travaux classiques de (Wylie, 1970) ou, au-delà de (Berger, 1973). La monographie de P. Bidart sur le village de Baigorri (Bidart, 1977) est l'un des rares essais dans ce sens.

⁸ *Laborari*, 605, 9 octobre 2003.

⁹ Dans la comparaison qu'elle effectue entre les normes de justice et les pratiques d'échange contemporains entre agriculteurs à Maillot (pays du Sénonais, Yonne) et Baigorri (Pays Basque), J. Candau note une différence dans les pratiques d'entraide : à Maillot, les échanges se font entre *exploitants*, à Baigorri entre *voisins-maisons*. La norme de justice centrale est l'*équité* à Maillot, en référence à *ce qui est échangé*, l'*égalité* à Baigorri, en référence à *qui échange* (Candau, 2001).

Ces pratiques coutumières ne doivent pas être confondues avec des pratiques altruistes. Nous serions plutôt ici dans un *amoral familialism* (Geertz) qui fonde la coutume sur un système complexe d'intérêts réciproques, de dons et de contre-dons. Véritable socle du maintien local de l'agriculture, cette référence coutumière constitue dans le même temps un modèle à actualiser pour les militants d'ELB. Le soutien à l'installation de jeunes agricultures hors cadre familial (structure *Lur Hats*), c'est-à-dire hors du système de transmission coutumier de l'*etxe*, illustre parfaitement cette démarche à la fois traditionnelle et innovante.

- logique du *marché* : à l'exact opposé de ce « premier monde » se situerait la logique du marché. Il s'agit, pour les théoriciens libéraux, de substituer aux préférences et aux solutions collectives le jugement individuel et l'univers de la négociation, à laquelle chacun se soumet au nom de l'intérêt personnel. La solidarité est strictement privée et se limite aux situations désespérées qui peuvent générer désordre et violence. En revanche, l'intervention publique est indispensable pour imposer et garantir l'observation rigoureuse des devoirs de la justice, notamment dans les transactions entre individus. La prépondérance de l'Etat en matière de contrainte sociale est un mal nécessaire, dont l'expansion doit être contrôlée de près. La réalité du marché s'est imposée brutalement aux agriculteurs basques lorsqu'ils ont dû passer d'une polyculture à une spécialisation portée par un discours productiviste et modernisateur à compter des années 1960. La mondialisation, ici, est intervenue dans le quotidien du paysan au travers des mécanismes de fixation des prix et de l'origine des aliments pour l'élevage, par exemple. La logique marchande est devenue, sous ses versions jugées ultralibérales (OMC) ou sous sa dimension de protectionnisme inéquitable (soutien aux exportations de la PAC), la figure-repoussoir pour ELB :

« Nous essayons de faire passer le message suivant : si tous les paysans du monde sont en compétition, tout le monde y perd. Avec cette politique d'exportation, nous noyons les autres, mais comme il faut exporter à bas prix, on nous fait mettre en concurrence nous aussi entre nous pour produire et exporter au prix le plus bas possible. Donc cette politique a aussi ses effets pervers ici même. On ne fait pas que tuer les autres, on se tue soi-même aussi. C'est vrai qu'à première vue tout à l'air simple. Il y en a qui ont faim, on va produire pour ceux qui ont faim. Eux ils n'ont rien, nous nous avons les techniques, nous voulons produire plus mais on ne nous laisse pas produire plus, qu'est-ce que c'est que ce monde, certains manquent et d'autres ont trop ! Et ceux qui en ont trop doivent se limiter, et les autres ont faim. Dans un premier temps, on peut avoir du succès avec ce discours. Mais si ensuite on explique quelle est la réalité, qu'eux aussi ils pourraient avoir leur nourriture si on les laissait produire, etc., évidemment tout devient un peu plus compliqué. Pourquoi sont-ils forcés de produire pour l'exportation alors qu'eux mêmes sont en manque ? Dans les pays en proie à la famine, il y a plus de calories et de protéines exportées que de calories et de protéines importées. Analyser et expliquer toute cela est complexe, mais si on arrive à le faire, on a une autre perspective et une autre solidarité. On est bien sûr à deux niveaux différents, mais on est les deux dans le même bateau du libéralisme, même si on n'est pas à la même place sur le bateau. Faire passer ce message tout doucement ne va pas changer la réalité de chacun, c'est certain, mais peut-être admettront-ils plus facilement qu'il faut limiter la production d'ici, qu'il faut qu'ils réfléchissent à leur propre système de production, qu'au lieu d'importer, qu'ils pourraient faire eux même chez eux du soja, des légumineuses, etc., il y en a petit à petit qui réfléchissent à leur propre façon de travailler. »¹⁰

On sait comment, à l'échelle européenne comment à la fois l'internationalisation totale de l'économie agricole, la montée en puissance des espaces de négociations transnationaux ainsi que la disqualification, par le modèle productiviste communautaire de nombreuses voies spécifiques, ont suscité la création de syndicats agricoles adverses (Hervieu, 1996). En Pays Basque, et ce en guise de réponse à ce passage parfois brutal du local au global, ELB oscille entre deux projets :

¹⁰ Entretien B. (ELB), octobre 2003.

- Dans une logique *organisationnelle*, on valorise l'expertise et la spécialisation de l'autorité, au profit d'une hiérarchie sociale très accentuée. En tant qu'organisation syndicale, ELB défend les intérêts du secteur agricole, en développant une certaine idée de l'agriculture paysanne. Dans la mesure où sa base sociale est relativement large, ELB cherche à compléter les engagements basés sur les convictions par des rétributions concrètes en termes de développement professionnel. Les actions de promotion des produits fermiers, d'une agriculture de qualité, respectueuse de l'environnement, s'inscrivent dans cette logique d'intéressement, ainsi que toutes les actions syndicales classiques visant à infléchir les politiques publiques (par exemple en matière d'aides pour les zones montagnes) dans un sens favorable aux agriculteurs locaux. La liste des bénéficiaires potentiels de l'action dépasse du même coup la seule base des adhérents, mais une telle stratégie peut se révéler payante en termes de légitimité sociale du syndicat et, accessoirement, de résultats électoraux.

- Dans une logique *associative*, on encourage le développement d'institutions sociales qui sont autant d'espaces d'autonomie à l'égard des experts et des appareils administratifs centraux. Les revendications sectorielles sont traduites dans un discours, un système de valeurs et des pratiques plus larges, qui replacent les enjeux agricoles dans une perspective plus large comprenant une vision de la société faisant un lien entre enjeux identitaires locaux et recherche d'une alternative à la mondialisation libérale. La dimension identitaire constitue à ce titre un marqueur différentiel net entre ELB et la FDSEA. Lorsqu'en 1998 ELB signe l'accord de défense de la langue basque *Bai Euskarari* (oui à la langue basque), il s'engage aux côtés d'organismes syndicaux, bancaires, sportifs, religieux, universitaires, à « prendre part à un processus qui aboutira à la normalisation de l'euskara » par le biais d'un « Plan stratégique de normalisation linguistique »¹¹. Dans un secteur plus directement politique, ELB rejoint en janvier 1999 les signataires de l'accord *Lizarra-Garazi*, une démarche transfrontalière affirmant le droit à l'autodétermination initiée durant la trêve d'ETA en 1998-1999¹². Dans ce cadre là, ELB réitère la revendication d'un département Pays Basque côté français, mais demande également le rapprochement des prisonniers politiques basques¹³. Sur le plan agricole, la recherche d'une alternative se traduit, outre les prises de positionnements aux côtés des mouvements alter mondialistes, par le soutien concret aux expériences locales d'économie solidaire. Cet engagement se fait par exemple ressentir dans le soutien aux tentatives originales de commerce équitable en Pays Basque, choisissant de commercialiser ensemble des produits importés du Tiers Monde, mais également des produits fermiers locaux. Enfin, ELB participe aux collectes des Restos du cœur en Pays Basque intérieur, dans une sorte d'actualisation de l'altruisme catholique originel.

2.2. *L'insertion d'ELB dans les réseaux alter mondialistes*

L'ouverture vers les thématique de la mondialisation se traduit ensuite à l'échelle organisationnelle. Cette intégration se fait d'abord par le biais de la Confédération Paysanne. La forte implication du syndicat basque au sein de la Confédération lui permet d'expérimenter un lien original entre les niveaux global et local. D'une part, ELB répercute localement les analyses de la Confédération sur les effets de la mondialisation sur l'agriculture, qu'il s'agisse de l'échelon européen ou de l'OMC. L'hebdomadaire *Laborari*, organe médiatique d'ELB, reproduit systématiquement les analyses et prises de position de la Confédération sur les sommets OMC, les réformes de la PAC, etc. De plus, ELB bénéficie du soutien de la Confédération sur ses revendications spécifiques. D'emblée, la Confédération a admis que les Pyrénées-Atlantiques dérogent à la règle statutaire « un département, un syndicat », en reconnaissant le dédoublement Confédération Béarn / Pays Basque. D'autre

¹¹ Accord *Bai Euskarari*, 1998 (extraits).

¹² Outre les partis, syndicats et organisations nationalistes basques des deux côtés de la frontière, le pacte de *Lizarra-Garazi* avait dans un premier temps été également soutenu par les Verts du Pays Basque côté français, par la coalition écologiste-communistes *Izquierda Unida* et par le parti carliste côté espagnol.

¹³ « ELB lanza un documento histórico de apoyo al proceso », *Gara*, 28 septembre 1999.

part, la revendication d'une Chambre d'agriculture Pays Basque, cheval de bataille d'ELB, est soutenue par la Confédération. A l'inverse, l'apport d'ELB à la Confédération concerne essentiellement deux points : à l'échelle strictement organisationnelle, ELB pèse au sein de la Confédération d'abord par son nombre d'adhérents ensuite en ayant toujours conservé une représentation au sein des instances dirigeantes de la Confédération. ELB a toujours eu un représentant dans le Comité national, au titre de l'un des deux représentants de la région Aquitaine¹⁴, l'un des fondateurs d'ELB, Michel Berhocoirigoin, a été secrétaire général au bureau de la Confédération entre avril 1989 et décembre 1992, et ELB a eu une forte présence dans les Commissions de travail concernant leur territoire. L'apport d'ELB ne se limite pas à cette dimension organisationnelle. Selon M. Berhocoirigoin, ELB a contribué à ce que la Confédération ne soit pas uniquement un *syndicat militant*, mais qu'elle soit également un *syndicat d'adhésion*¹⁵. Partant de son expérience locale, ELB a toujours souligné que la dimension revendicative devait être complétée par une mise en pratique d'un début de construction d'un autre système agricole. Les expériences basques en matière d'agriculture durable (démarche qualité, AOC, techniques respectant l'environnement, micro-économie, etc) viennent ainsi compléter une action plus directement orientée vers les institutions politiques :

« A partir des expériences basques, nous disions que nous ne devons pas être la photocopie d'un syndicat ouvrier en milieu paysan, mais que nous devons être porteurs, inventeurs et promoteurs d'un autre type de développement. (...) Pour certains, être favorable à l'agriculture durable est assimilable à du réformisme. Pour d'autres, si l'on se centre uniquement sur la revendication politique, en y consacrant toutes nos énergies, le jour où l'on obtiendra le changement de cadre politique, ici il n'y aura plus de paysans. Et nous avons eu du poids dans la deuxième position, avec d'autres. Mais nous l'avons fait concrètement, ce qui nous a donné de la crédibilité. Nous avons joué sur les deux tableaux. Quand les autres syndicats de la Confédération Paysanne regardent le Pays Basque, ils voient que dans le même temps nous sommes très impliqués dans le développement local, que nous avons des militants très impliqués autour du fromage de brebis, du piment d'Espelette, de l'installation des jeunes, etc., mais que dans le même temps nous menons une lutte politique autour des quotas de lait de vache, sur la réforme de la PAC, etc. Donc qu'on ne laisse pas l'un pour faire l'autre. C'était notre message. »¹⁶

L'adhésion « verticale » à la Confédération Paysanne n'est pas l'unique accès organisationnel permettant à ELB d'intégrer une problématique internationale. Le local, ici aussi, constitue une ouverture forte vers le global, les liens qu'entretiennent depuis longtemps ELB et le syndicat basque espagnol EHNE (*Euskal Herriko Nekezarien Elkarte*, union des paysans du Pays Basque)¹⁷ en témoignent. Plongés eux-mêmes dans une problématique identitaire aux traductions politiques particulièrement tendues, les syndicalistes d'EHNE partagent avec ELB une position alliant revendications sectorielles et aspirations identitaires. Relié depuis 1992 à la confédération COAG à l'échelle nationale, elle même issue d'une

¹⁴ Depuis début 2003 cependant, les deux représentants de l'Aquitaine viennent de Gironde et de Dordogne. Mais l'un des suppléants est un membre d'ELB.

¹⁵ Le débat a émergé notamment lors de l'Assemblée générale extraordinaire de la Confédération paysanne du 14 janvier 2003, entre ceux pensant que la CP devait rester uniquement un syndicat d'actions luttant pour changer les outils de la politique agricole, et ceux optant pour une approche plus globale combinant lutte syndicale, défense des paysans et projet global d'une politique alternative, agriculture paysanne. La seconde position, soutenue par ELB est approuvée à 57% (*Laborari*, 572, 23 janvier 2003).

¹⁶ Entretien, octobre 2003.

¹⁷ Fondé durant la transition en 1977, EHNE regroupe quatre organisations provinciales, soit 6 970 adhérents : EHNE Biscaye (1750 adhérents), Guipuzcoa (1850), Navarre (1450) et UAGA-Alava (1920) (<http://ehne.org>).

contestation de l'héritage corporatiste franquiste¹⁸, EHNE est affilié directement (depuis 1992) à la Coordination Paysanne Européenne, sans passer, à la différence d'ELB, par sa confédération nationale. Paul Nicholson, leader de EHNE, est par ailleurs représentant pour l'Europe du mouvement paysan mondial Via Campesina. L'ensemble de ces liens insère ELB dans des réseaux d'organisations syndicales fortement internationalisés. Enfin, et ce de façon plus récente, ELB s'est souvent retrouvé aux côtés des branches locales de la nébuleuse des mouvements altermondialistes (comme Attac), et ce bien au-delà des seules organisations paysannes. Le syndicat voit ainsi une opportunité pour réactualiser un message au fond assez traditionnel dans sa propre histoire, puisque l'interdépendance du local et du global constituait déjà un des axes majeurs du syndicat dès sa fondation, et dont l'origine se trouvait déjà dans l'universalisme catholique et dans la sensibilité tiers-mondiste du nationalisme basque des années 1970.

3. Répertoires d'action : l'accès différencié aux forums et aux arènes

De façon concrète, ELB traduit ses références normatives et son inclusion dans des réseaux en termes de répertoires d'action. Parmi les multiples activités du syndicat, nous en distinguerions deux : le rapport aux arènes (espaces de négociations et de décisions) et forums (espaces de débat) (Jobert, 1995) liés à l'institutionnalisation du territoire basque d'une part, le recours, essentiellement par défaut, à des répertoires d'action alternatifs d'autre part.

3.1. Pratiques et limites des arènes et forums institutionnels

ELB entretient un rapport complexe au processus d'institutionnalisation du Pays Basque. Tout en acceptant de participer aux structures institutionnelles, le syndicat soumet en permanence sa présence à des conditions de représentativité, d'effectivité des compétences et des décisions. Trois exemples viennent illustrer ce point :

- **Chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques** : le mode de scrutin majoritaire et départemental, on l'a vu, limite la présence d'ELB en termes de sièges. Jusqu'en 2001, les élus d'ELB siègent cependant à la Chambre. Leur position minoritaire bloque cependant systématiquement leurs motions. En 2001, renforcés par leur nouvelle légitimité - ils sont désormais majoritaire en Pays Basque - les deux nouveaux représentants d'ELB proposent lors de la séance d'installation de la chambre le vote d'une motion sur un débat sur la création d'une Chambre d'agriculture en Pays Basque¹⁹. La motion n'est pas soumise au vote. **A fortiori**, aucun poste n'est concédé au syndicat au bureau de la chambre, ni dans les commissions (or une telle présence était jugée légitime par ELB sur certains secteurs, comme la commission ovine, un secteur où les producteurs basques sont majoritaires). Face à ce déséquilibre politique directement induit par les règles institutionnelles, ELB décide de se retirer de la Chambre dès la séance inaugurale.

- **Conseil de développement du Pays Basque** : mis en place en 1994, cet organe consultatif a pour tâche d'assister le Conseil des Elus du Pays Basque en matière de production d'expertise sur le développement local sous toutes ses formes, du culturel à l'économique. Véritable innovation à l'échelle française lors de sa mise en place - anticipant en particulier la mise en place des « pays » (Chaussier, 1996, 2002)- le Conseil de développement comprend les représentants du monde agricole dans son collège socio-économique. La FDSEA et ELB ont chacun deux représentants (un titulaire et un suppléant), qui participent activement aux travaux du Conseil, et notamment à la préparation du Schéma

¹⁸ La COAG (Coordinadora de organizaciones de agricultores y ganaderos) est une structure très peu centralisée de coordination au niveau national des syndicats régionaux et départementaux, qui jouissent d'une grande autonomie. La genèse de ces syndicats a été liée aux mouvements d'opposition au corporatisme agricole franquiste ; beaucoup de leurs dirigeants sont venus de la gauche politique, du catholicisme radical et du nationalisme progressiste de la Catalogne en particulier (G. De la Fuente, E. Moyano, 1989, p. 48).

¹⁹ Une revendication qui sera reprise par le Conseil des élus du Pays Basque lors des Assises locales de la décentralisation en automne 2002.

d'aménagement du Pays Basque Lurralde, ou aux commissions spécifiques (comme la commission pastoralisme). A l'automne 2003, 14 membres du bureau du Conseil de développement, dont le représentant d'ELB, décident de démissionner collectivement pour protester contre le manque de compétences réelles de cette instance, et la non prise en compte de ses avis par les élus.

- *Instance de Concertation Agricole du Pays Basque* : face aux résultats d'ELB lors des élections consulaires de 2001, l'Etat, par la voix du préfet et du sous-préfet, propose une structure spécifique pour l'agriculture en Pays Basque : l'Instance de Concertation Agricole du Pays Basque (ICAPB) (Labrousche, 2003). Mise en place en novembre 2001, l'ICAPB est composée paritamment de représentants de l'Etat, du Conseil des élus du Pays Basque, des syndicats ELB et FDSEA, de la Chambre d'agriculture. Face au soupçon d'une stratégie de désamorçage de la revendication pour une Chambre d'agriculture en Pays Basque, l'Etat répond en comparant plutôt l'ICAPB à l'équivalent basque d'un CDOA (commission départementale d'orientation agricole), théoriquement chargé donc de prendre concrètement des décisions sur l'installation des jeunes, le montant des aides, les quotas de lait, de viande, question du foncier, etc. Après un temps d'hésitation, ELB décide de participer à l'ICAPB, tout en soumettant sa participation à l'attribution de réelles compétences à cette instance, qui pourrait ainsi donner des orientations différentes à l'agriculture basque par rapport à ses voisins béarnais. Les trois premiers dossiers (dont prime à l'herbe) mettent immédiatement en exergue les tensions entre partenaires, et surtout l'absence d'autonomie décisionnelle de l'ICAPB, puisque l'Etat rappelle que toute décision devra être soumise à l'approbation départementale. Face à cette situation, ELB décide le 14 octobre 2003 de quitter l'ICAPB²⁰.

En posant d'emblée comme conditionnelle sa participation aux jeux institutionnels, ELB refuse de cautionner de fausses arènes institutionnelles. Jugée radicale par ses détracteurs, cette stratégie empêche la stabilisation de la représentation politique d'un syndicat désormais majoritaire en Pays Basque. Elle agit cependant du même coup comme un révélateur du caractère heurté et très politisé de l'institutionnalisation du territoire, qui en Pays Basque dépasse largement la seule opération de rationalisation administrative.

3.2. Répertoires d'action alternatifs

Face à la difficulté d'investir de façon effective les arènes décisionnelles, les militants syndicaux se replient vers d'autres répertoires d'action, reproduisant ainsi à l'échelle locale les stratégies compensatoires de mobilisation - avec leur corollaire médiatique - de la Confédération Paysanne (Martin, 1998). La convergence avec les mouvements altermondialistes est présente dans ces répertoires alternatifs, de nature essentiellement symboliques, et qui tendent à inclure l'action locale dans un contexte de sens extrêmement général. Les répertoires d'action mobilisés par ELB ne reposent pas sur une tradition locale d'action paysanne radicale, à la différence de ce qui a pu être observé en Bretagne (sous la houlette de la FDSEA en 1961 par exemple) (Duclos, 1993) ou dans le Midi viticole (Martin, 1998). En revanche, à l'image de ce que N. Duclos observe en Bretagne, on note ici également une évolution dans la figure du destinataire de l'action collective, le discours de la solidarité avec les *travailleurs* étant de plus en plus remplacé par la recherche de l'impact sur *l'opinion publique*. Le choix du répertoire d'action s'inscrit dans une stratégie ajustée à chaque contexte revendicatif, contrôlant généralement les débordements possibles et tenant surtout compte de l'impact médiatique de l'action.

Il faut cependant distinguer deux types d'actions. Dans une première catégorie, la dimension *causale*²¹ l'emporte : l'enjeu défendu dépasse largement le seul intérêt des agriculteurs. Il faut cependant distinguer, au sein de cette catégorie, deux types de mobilisations. Nous

²⁰ M. Berhocoirigoin, « ELB quitte l'Instance de Concertation Agricole du Pays Basque », *Laborari*, n°609, novembre 2003.

²¹ On s'inspire ici de la distinction entre groupes d'intérêts sectoriels (*sectional*) et ceux mobilisés pour une cause (Steward, 1958).

avons déjà mentionné celles renvoyant aux enjeux identitaires basques : l'engagement d'ELB pour la langue basque, pour l'accord Lizarra-Garazi, pour le rapprochement des prisonniers, etc. se traduit essentiellement par des actes symboliques : signature de conventions, de pactes et de pétitions - souvent issus d'initiatives émanant du Pays Basque sud - et manifestations. La plateforme Batera, regroupant les quatre revendications (département, chambre d'agriculture, officialisation de la langue, université) fournit sans doute l'illustration la plus claire d'un tel engagement. En revanche, ELB intervient également sur certaines mobilisations à cheval sur les questions agricoles et les enjeux alter-mondialistes. Lorsque les militants d'ELB participent à la destruction des champs d'expérimentation OGM en Béarn, la mobilisation renvoie symboliquement tout autant aux enjeux de sécurité alimentaire, à l'équilibre nord-sud, etc. qu'à un simple conflit autour des modes de production agricoles locaux. Par ailleurs, l'action est relayée par la recherche d'une légitimation démocratique via la campagne d'ELB pour pousser les municipalités à prendre des délibérations et des arrêtés anti-OGM. Dans le même ordre d'idées, lorsque ELB organise avec Attac un rassemblement à Bayonne pour protester contre tel ou tel sommet OMC, la revendication se greffe sur une contestation plus large.

D'autres mobilisations sont en revanche directement orientées par les intérêts *sectoriels* des paysans. Avec parfois des effets paradoxaux, puisque les bénéficiaires de l'action collective s'ils sont restreints à une base professionnelle, ne sont en revanche pas forcément tous dans la mouvance du porteur de l'action. Lorsque ELB, à l'issue de l'occupation pendant une semaine des locaux de la DDA en 1999, obtient la possibilité pour les jeunes paysans d'avoir 20 000 litres de lait de quotas en plus, beaucoup de jeunes affiliés à la FDSEA figurent parmi les 110 bénéficiaires de la décision. Bien que ne cautionnant pas forcément le mode d'action (l'occupation de la DDA), ils figurent parmi les bénéficiaires de la mobilisation. Le paradoxe, bien sûr, n'est qu'apparent, dans la mesure où l'objectif d'ELB consiste précisément à élargir les bénéfices de l'action au-delà des seuls cercles militants. Reste que l'action type manifestation, occupation, etc. témoigne du manque d'accès aux arènes décisionnelles, et à la recherche de voies alternatives. En octobre 2003, ELB occupe pendant quatre jours l'antenne basque de la Chambre d'Agriculture, à Hasparren. La stratégie est double : il s'agit d'une part de préparer la manifestation Batera du 11 octobre, en insistant sur la nécessité d'une Chambre d'agriculture autonome en Pays Basque, et d'autre part de profiter de la présence de trois émissaires ministériels (intérieur, agriculture, équipement) pour leur exposer leur vision du déséquilibre institutionnel en matière d'agriculture départementale.

Au vu des répertoires d'action mobilisés, on peut s'interroger sur la portée réelle de la « fusion » entre ELB et la mouvance alter-mondialiste. Ce rapprochement semble davantage défini par l'opposition face à un ennemi commun, parfois simplifié sous les traits d'un ultralibéralisme sans nuance que par une véritable communauté d'intérêts. Le rapprochement entre ELB et les mouvements sociaux type Attac ou autre est très fort sur des enjeux généralistes, il l'est moins sur des revendications sectorielles purement agricoles, et *a fortiori* sur la question identitaire basque. La convergence avec les mouvements alter-mondialistes se retrouve surtout dans une sorte de fusion négative généraliste regroupant des organisations aux intérêts et aux identités très hétérogènes. D'où la nécessité d'avoir véritablement une approche fluide de l'action syndicale d'ELB, de sa propre identité organisationnelle et de ses stratégies de mise en avant ou de dissimulation de tel ou tel axe mobilisateur.

* *
*

La paysannerie européenne, souligne B. Hervieu, a connu une série de cassures identitaires (démographique, familiale, territoriale) conduisant à la fin de l'ère agrarienne : « Ce ne sont donc pas la réforme de la PAC et encore moins les négociations du GATT [1996] qui sont à l'origine de ces phénomènes : ne peut-on dire qu'ils en prennent acte et les théâtralissent,

renforçant alors la crise d'identité professionnelle sous-jacente à ces mutations ? » (Hervieu, 1996, p. 145). L'internationalisation croissante des mécanismes de régulation du monde agricole a provoqué en retour des mobilisations alternatives au sein même des organisations professionnelles. On peut voir là l'invention de formes post-modernes d'une protestation collective joignant critique du productivisme, souci environnemental, défense des minorités, ou à l'inverse la résurgence d'un certain fondamentalisme agraire. En Pays Basque, la « cassure identitaire » expérimentée par le monde paysan, moins brutale qu'ailleurs mais toute aussi effective, est *relue* par certaines organisations comme participant d'un destin commun à d'autres crises structurelles (linguistique, politique, sociale) traversant ce territoire. La référence à l'alter mondialisation permet de la sorte à un syndicat paysan institutionnellement minoritaire d'élaborer un système interprétatif local-global cherchant à déléster l'argument identitaire du soupçon d'enfermement ethnique qui pèse en permanence sur lui. Victimes *a priori* toutes désignées d'une mondialisation marquée par la mobilité et l'incertitude comme principes généralisés (Bauman, 1999), les paysans basques trouvent ainsi l'opportunité, *via* l'actualisation des idéologies et des répertoires d'action de l'une de leurs organisations représentatives, de minimiser le coût humain de cette mutation identitaire.

Références

- Barthélémy de Saizieu T. (1984), « Les formes actuelles de l'entraide agricole dans une commune de Basse-Bretagne », *Ethnologie française*, 14 (4), 1984.
- Bauman Z. (1999), *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette.
- Berger S. (1975), *Les paysans contre la politique*, Paris, Seuil.
- Bidart P. (1977), *Le pouvoir politique à Baigorri*, Bayonne, 1977.
- Bruneau I. (2001), « La Confédération paysanne », *Regards sur l'actualité*, mars 2001.
- Candau J. (2001), « Normes de justice et situations d'échange entre agriculteurs voisins. Jalons pour la construction de concept de lieu pratiqué », *Revue suisse de sociologie*, 27 (1), 2001, p. 61-78.
- Candau J. (1998), « Territorialité professionnelle des agriculteurs basques. Les lieux identitaires de l'action », in Bages R., Granie A. M. (dir.), *Comment les ruraux construisent-ils leur(s) territoire(s) aujourd'hui ?*, Toulouse, Maison de la Recherche-Université de Toulouse le Mirail, p. 245-248.
- Chaussier J.-D. (1996), *Quel territoire pour le Pays Basque ? Les cartes de l'identité*, Paris, L'Harmattan.
- Chaussier J.-D. (2002), « Le projet d'un département au Pays Basque. Réalités autour d'un mythe local », dans Claude Perrotin (dir.), *Pays Basque, un département ? 100 réponses*, Anglet, Atlantica.
- De la Fuente G., Moyano E. (1989), « Espagne. Les noces de l'héritage franquiste et du modèle français », dans B. Hervieu, R.-M. Lagrave, *Les organisations syndicales et professionnelles agricoles en Europe*, Paris, Cahiers du Cevipof, p. 45-56.
- Duclos N. (1993), « Y a-t-il une exception paysanne ? Réalité et limites de la violence contestataire des paysans bretons », *Cultures et conflits*, 9-10, 1993, p. 293-314.
- Forest P. G. (1997), *Six leçons sur l'analyse normative des politiques sociales*, Bordeaux, Les Cahiers du CERVL, Rapports de recherche n°3.
- Hervieu B. (1996), « Ruptures identitaires et fondamentalisme agraire : vers un ère nouvelle pour la représentation professionnelle », dans M. Jollivet, N. Eizner (dir.), *L'Europe et ses campagnes*, Paris, Presses de la FNSP, p. 133-151.
- Holohan W. (1976), « Le conflit du Larzac : chronique et essai d'analyse », *Sociologie du travail*, 18 (3), p. 283-301.
- Itçaina X. (2001), « Catholicisme et construction identitaire basque : retour sur le postulat d'une sécularisation achevée », *Lapurdum* (UMR 5478 du CNRS, Centre de recherches sur la langue et les études basques), n° 6, décembre 2001, p. 353-366.

- Itçaina X. (2002), « Catholicisme, économie identitaire et affinités électives : les coopératives basques comme groupements volontaires utopiques », *Social Compass*, 49 (3), septembre 2002, p. 393-411.
- Itçaina X. (2003), « Economie sociale ou économie identitaire ? Trois cas de figure en Pays Basque français », dans X. Itçaina, R. Lafore, C. Sorbets (dir.), *Générer et gérer du bien collectif. Un monde en quête de reconnaissance*, Rapport final de recherche, programme *L'économie sociale et solidaire en Région*, MIRE-DRESS, Bordeaux, CERVL, janvier 2003, p.437-484.
- Iztueta P. (1987), « Eliz mugimenduak Euskal-Herrian : Baserri gaztediaren eta Euskaldun Gazteriaren kasua » (les mouvements d'Eglise en Pays basque : le cas de Baserri Gaztedi et d'Euskaldun Gazteria) dans Rafael LOPEZ-ATXURRA (dir.), *Euskal-Herriaren historiaz, III, kultura eta portaera erlijiosoak Euskal-Herrian zehar*, (Histoire du Pays basque, 3, culture et comportements religieux) Bilbao, EHU-UPV, p. 183-203.
- Jobert B. (1995), « Rhétorique politique, controverses scientifiques et construction des normes institutionnelles : esquisse d'un parcours de recherche », dans Faure A., Pollet G., Warin P. (dir.), *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*, Paris, L'Harmattan.
- Labrousse C. (2003), *Reconstruction d'une identité territoriale à travers un projet de territoire : la Convention spécifique Pays Basque*, Mémoire DEA Pouvoir, action publique, territoire, IEP de Bordeaux.
- Lagrave R.-M. (1990), « Les gauches syndicales (MODEF, CNSTP, FNSP) », dans P. Coulomb, H. Delorme, B. Hervieu, M. Jollivet, P. Lacombe (dir.), *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Presses de la FNSP, p. 355-369.
- Mayté P. (1992), *L'Eskaldun Gazteria (JAC-JACF-MRJC) des années 1930 à la fin des années 1970*, Maîtrise d'histoire, Université de Bordeaux III.
- Martin J.-P. (1998), « La Confédération Paysanne entre contestation traditionnelle et nouvelles propositions », *Sciences de la société*, n°45,
- Morlet J. (1987), « L'Eglise Catholique et la modernisation de l'agriculture en France », *Social Compass*, 34(2-3).
- Oronos M. (dir.) (1982), *Jalons pour une histoire de l'Eglise catholique de 1965 à 1977*, non publié, 1982.
- Ott S. (1993), *Le cercle des montagnes : une communauté pastorale basque*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques.
- Poutignat, P., Streiff-Fenart, J. (1995), *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995.
- Sistiague M. (1996), *ELB. Un exemple du syndicalisme agricole en Pays Basque*, Maîtrise d'histoire, université de Pau et des Pays de l'Adour.
- Sistiague M. (1999), *E.L.B., Ipar Euskal Herriko laborarien oihartzuna*, Bayonne, Gatzuzain.
- Stewart J. D. (1958), *British pressure groups*, Oxford, Oxford University Press.
- Suaud C. (1982), « Conversions religieuses et reconversions économiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 44-45, p. 72-94.
- Wylie L. (1970), *Chanzeaux, village d'Anjou*, Paris, Gallimard.